

édito

Dans cette période d'épidémie de coronavirus chacun peut constater que le gouvernement est incapable de faire face à l'urgence sanitaire.

Il tente de gérer les diverses pénuries produites par la casse des services publics et en particulier celui de l'hôpital.

Soyons clairs, c'est bien l'ensemble du système de santé, de protection sociale, qui est mis à mal, par les gouvernements Hollande, Sarkozy, Macron, par leur politique ultra libérale.

Cette crise sanitaire pointe la nécessité d'imposer, par les luttes, un plan de reconquête industriel national.

Notre pays doit être en capacité de garantir et de sécuriser l'approvisionnement des biens vitaux par des filières publiques.

C'est un enjeu de maîtrise publique et de souveraineté.

Les principales entreprises devraient être nationalisées sous un contrôle démocratique.

C'est plus qu'indispensable dans le domaine sanitaire (pharmaceutique et matériel médical)

Cela produirait un double effet :

- reconquête industrielle,
- impact écologique.

Cette crise dramatique nous conforte dans nos propositions d'une Sécurité sociale du 21ème siècle, avec un remboursement intégral des soins, un service public de santé renforcé et une gestion faite par les salariés.

Cette période révèle et aggrave les énormes inégalités pour de nombreux citoyens (es) je veux parler des

précaires, des plus pauvres, des retraités (es) isolés (es), des sans-abris, des personnes dont les appartements sont insalubres ou trop petits pour les familles nombreuses. Quand est-il aussi des personnes en mauvaises santé ou handicapées, des victimes de violences familiales comme des réfugiés.

C'est un défi de civilisation qui nous attend.

L'heure est venue de tourner la page de l'ultra libéralisme dont les dégâts se révèlent chaque jour plus nombreux.

**Crise sanitaire ou pas,
LA LUTTE DES CLASSES EST INCONTOURNABLE.**

Michel Camatte
Secrétaire Général

LE SYSTÈME DE SANTÉ ENFIN PRIVATISÉ



- Edito 1

- La guerre 2

- Le capitalisme 3, 4

- Infos brèves

- Macron et "le jour d'après" 5, 6

- Humeur

- Le retour des jours heureux 7

La guerre ?

Emmanuel Macron a déclaré que nous étions en guerre. Mais en guerre contre qui et quoi ?

En 20 ans, le montant des dividendes versés aux actionnaires a flambé, en 20 ans le CICE a vu le jour pour arroser les grandes entreprises du CAC 40. Mais ces 20 ans ont aussi vu la suppression de 100 000 lits dans les hôpitaux. L'argent ne peut pas servir deux fois. Il ne peut pas servir à la fois la Santé et la Finance.

Il y a plus de 50 ans, l'homme marchait sur la lune, il s'apprête maintenant à le faire sur Mars. Nous sommes en 2020 et nous

sommes cloîtrés chez nous, terrorisés à l'idée de contracter un « gros rhume ».

L'histoire de l'humanité est empreinte de pandémies. Rien de nouveau à ça. En 1720, la peste noire emportait plus d'un millier de personnes par jour dans la seule ville de Marseille. En 1918, la grippe espagnole (déjà issue de la souche H1N1) éradiquait plus de 50 millions de personnes à travers le monde. En 2020, nous n'avons pas assez de lits dans les hôpitaux, nous

n'avons pas de vaccins, pas de tests de dépistage en nombre suffisant, pas assez de masques, pas assez de gants... Mais ça, ça résulte d'une question de choix. De choix financiers.

Il y aura bien une guerre, mais ce sera celle des chiffres. Pendant que certains compteront les pertes boursières, nous, nous compterons nos malades, nos morts... Nous aurons payé un lourd tribut à l'épidémie, mais l'ogre capitaliste ne s'en tiendra pas là. Il cherchera à nous faire payer aussi la diminution du PIB, la perte boursière, la chute des dividendes...

Dans l'état actuel des choses, il convient de se préserver, de rester lucides face à la situation, et de se préparer au jour d'après. Il existe bel et bien une guerre. La guerre contre le Capital.

Constater et dénoncer ne suffisent pas, il faut aussi agir.

Le jour d'après, nous devons nous tenir prêts à aller demander des comptes, pour nous, pour nos enfants, mais aussi en la mémoire de celles et ceux que l'on aura laissé mourir sur leur lit dans les E.H.P.A.D.

Michel Canestrelli



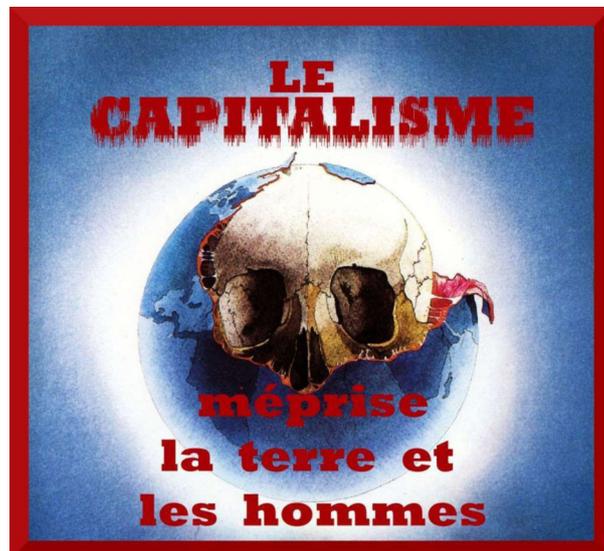
Le capitalisme, arme de destruction massive

La bombe à retardement des restrictions budgétaires du financement des hôpitaux publics au travers d'un Objectif national des dépenses de l'Assurance maladie (ONDAM) ne répondant pas et de très loin aux besoins réels de santé, du manque (caché) de moyens de protection masques, gants, charlottes, surblouses, sur-chaussures, de la pénurie de respirateurs artificiels pour les détresses respiratoires en réanimation, du nombre très insuffisant personnels soignants du professeur de médecine aux médecins, infirmières et aides-soignantes, de la diminution du nombre de médecins de ville et en territoires, vient d'éclater au visage de Macron et de son gouvernement avec la crise sanitaire du Covid-19.

Sans le moindre scrupule, ces fossoyeurs de la Sécurité sociale et ces destructeurs de l'hôpital public renvoient la responsabilité de cette situation dramatique à leurs prédécesseurs, passant sous silence qu'ils sont aux manettes depuis trois ans, qu'ils ont poursuivi et aggravé une politique ultralibérale mises en œuvre

depuis plus de 50 ans pour la Sécurité sociale et depuis 30 ans pour l'hôpital public, en ignorant les cris d'alerte des personnels soignants, des organisations syndicales et des forces de lutte des classes, lancés depuis des années.

La liste est longue des réformes et plans santé-administrés à nos joyaux, nés de la création de la Sécu à la libération par Ambroise Croizat, du poison mortel de la course à la déresponsabilisation des entreprises sur la protection sociale et de transfert des dé-



penses de santé sur les travailleurs actifs et retraités.

Depuis 30 ans, les gouvernements successifs ont lourdement affaibli l'institution hospitalière qui, avec la Sécurité sociale, a été victime des décisions de l'Union Européenne, décisions appliquées avec zèle par Sarkozy, Hollande et Macron.

Une Union Européenne pilier du libre-échange, première responsable du démantèlement des services publics, et dont l'objectif est toujours le même : livrer le marché juteux de la santé au

secteur privé marché porteur de profits financiers colossaux mis dans les mains de ce secteur privé en paupérisant l'hôpital public et en le décrédibilisant aux yeux des citoyens.

L'hôpital public est victime du système capitaliste, ce système qui n'a qu'une loi : capter les profits nés des richesses créées par le travail des salariés pour les détour-

ner vers les dividendes des actionnaires, vers les boursicoteurs et les nantis.

L'hôpital est victime du dogme libéral de la réduction des dépenses de santé.

Ainsi avec la T2A (tarification à l'acte), les Agences régionales de santé (ARS), les Groupements hospitaliers de territoires (GHT), les Plans régionaux de santé (PRS), la centralisation des plateaux techniques, la suppression du financement par la Sécurité sociale, l'obligation faite aux hôpitaux publics d'emprunter sur le



Infos brèves

Déclaration d'impôt

Le service de déclaration en ligne sera ouvert à partir du lundi 20 avril 2020. Les dates limites de déclaration variant en fonction du département de résidence : département 01 à 09 jeudi 4 juin, 20 à 54 lundi 8 juin, 55 à 976 jeudi 11 juin.

Dans l'incapacité de transmettre le justificatif des cotisations syndicales, nous vous proposons de déclarer la même somme déclarée l'an dernier. Compte tenu qu'il n'y a pas eu d'augmentation de nos retraites et de nos cotisations.

Solidarité

De nombreux syndiqués n'ont pas internet ou ne nous ont pas fourni leur adresse mail. Si vous connaissez des camarades dans cette situation bien vouloir les prévenir pour la somme à déclarer aux impôts.

De plus, certains vivent seul, dans la situation que nous traversons un contact téléphonique peut être grandement apprécié.

Pour le patronat, pas question de passer à la caisse

Le Medef travaille déjà sur des mesures de sortie de crise : baisse des impôts, baisse des cotisations sociales, réduction des normes, bref il réclame « un allègement du fardeau fiscal, car s'il on veut faire revenir la production en France il faudra être compétitif ». Tout un programme, voilà le gouvernement prévenu. En période de crise, comme en 2008, l'Etat devient le pompier de service en socialisant les pertes de l'économie marchande.

marché bancaire (avec des emprunts toxiques), l'augmentation de l'activité avec moins d'agents, la recherche de rentabilité immédiate, l'imposition de faire des économies de gestion, le service public hospitalier a été sacrifié sur l'autel de la finance, du capital et du secteur privé.

L'hôpital est victime d'un système politique, économique et social, dont la loi fondamentale est la recherche systématique de plus-value, grâce à l'exploitation des travailleurs, par la détention des moyens de production, en vue de la transformation d'une fraction importante de cette plus-value en capital ajouté, dont sont bénéficiaires les capitalistes.

Derrière les louanges hypocrites

d'Emmanuel Macron et Edouard Philippe adressés aux soignants, et comme le dévoile Michel Renouf dans son article, le pouvoir et la finance préparent un appel aux françaises et français à verser « *du sang et des larmes* » pour « *redresser* » l'économie, pour le capital, sous couvert de la « *faute au virus* », comme ce fut le cas en 1970 avec « *le choc pétrolier* ».

Plus que jamais, l'heure est à dépasser de ce système inhumain, et de le remplacer par un système économique et social progressiste, débarrassé de l'exploitation capitaliste de l'homme par l'homme, où l'humain sera la boussole.

Claude BOUY

CAPITALISME

**Nais, grandis, travaille,
consomme, paye, ferme ta gueule,
vieillis et crève !**



Macron et « le jour d'après »... les vautours prêts à dépecer notre système de santé public !

Les louanges en direction des personnels de santé, ceux des hôpitaux publics en particulier, les discours du président de la République sur « la santé gratuite », sur cette santé « qui appartient aux biens et services qui doivent être placés en dehors des lois du marché » auraient pu faire croire aux plus naïfs qu'enfin nous allions assister à un changement de cap de nos gouvernants... Que nenni !!!

Car, au-delà des mots, de l'affichage et de la communication au cœur de la tempête, il nous faut regarder de très près comment concrètement, Macron et les siens envisagent de retenir les leçons de la crise générée par la pandémie du « Covid -19 ». Voici donc quelques éléments particulièrement éclairants sur les véritables intentions de l'exécutif et de tous les charognards qui lorgnent avec gourmandise et un appétit féroce sur notre système de santé public. Nous avons d'abord eu droit en ce début du mois d'avril, à la déclaration fracassante du directeur du CHU de Nancy, responsable donc d'un des principaux hôpitaux du Grand-Est, une des régions les plus touchées par le coronavirus. Celui-ci annonçant que les suppressions de 174 lits et 598 postes, programmées entre 2020 et 2025 allaient bien avoir lieu ! Cet aveu très embarrassant de ce haut responsable hospitalier, timidement démenti quelques jours plus tard

par le ministre de la santé, puis limogé, valide pourtant bel et bien ce qui se trame en ce moment sous la houlette du chef de l'Etat qui a commandé en douce plusieurs rapports visant à asphyxier la santé publique, notamment auprès du groupe public Caisse des Dépôts et Consignations (C.D.C.).

C'est d'ailleurs une note du « Service de Prospection Stratégique » de la CDC, publiée par « Médiapart », qui révèle la supercherie et les lignes directrices d'un projet destructeur qui, sous couvert de la crise sanitaire et d'un besoin massif de finance-

ment, va accélérer le désengagement de l'Etat, la privatisation et la marchandisation du système de santé. Stratégies qui nous ont conduits à la situation que nous traversons aujourd'hui.

Pour la clarté du propos, il faut savoir que la CDC détient 39% dans sa filiale « ICADE SANTE », leader de l'investissement dans les murs de cliniques privées en France. Filiale qui investit également le marché des EHPAD en partenariat avec le groupe KORIAN... Vous avez dit... Conflit d'intérêts ?

C'est donc en catimini, que tout ce beau monde concocte cette

forfaiture dans les coulisses des banques, des assurances privées, des industries chimiques et des cabinets ministériels.

Macron et ses amis de la technocratie financière préparent en fait, l'entrée massive de capitaux privés dans tous les secteurs de la santé, ce qui se traduira logiquement par la liquidation du service public. Voici quelques grands axes préconisés dans ce rapport :



- Pas d'augmentation des dépenses publiques de santé qui doivent rester dans le carcan de l'ONDAM.
- Restructuration (et non annulation !) de 2/3 de la dette des hôpitaux publics et création d'un « fonds de dette » commun avec le secteur privé.
- Recours massif aux PPP (Partenariats Publics Privés) en dépit de la multiplication des expériences désastreuses dénoncées notamment par la cour des comptes, un rapport d'enquête sénatoriale et la cour des comptes européenne.
- Un basculement vers la santé numérique avec plusieurs objectifs : réduire l'activité hospitalière, réduire les effectifs et « valoriser » les investissements de très nombreuses « start-up », assurances et mutuelles impliquées dans le financement de la téléconsultation (AG2R, Malakoff Humanis...), des firmes chimiques et

des filiales du Crédit Agricole et de la banque postale.

En clair, au lieu de protéger la santé des êtres humains, il s'agit, de pousser encore plus loin le business du capitalisme sanitaire en s'appuyant sur le capitalisme numérique et financier et en tirant parti de cette dramatique crise mondiale du Coronavirus... Dégoutant et scandaleux !

Face à cette volonté de liquider notre système public de soins, une riposte d'ampleur inégalée va s'imposer et soyons conscients que le contenu du « jour d'après » sera ce que nous en ferons !

L'enjeu sera d'imposer une grande politique de santé publique dans le cadre d'une sécurité sociale reconquise et renforcée. Cela sous-entend en priorité, les financements publics nécessaires, l'annulation totale

de la dette des hôpitaux publics, la réouverture de ceux qui ont été fermés, un vaste plan d'embauches, des crédits pour la recherche, des augmentations substantielles des salaires des personnels de santé, etc...

C'est dans l'action déterminée de toute la population, usagers, salariés, retraités, tous ensemble et dans l'unité, dès la sortie du confinement et sans tergiverser, que nous ferons obstacle à ces visées destructrices des marchés financiers et imposerons d'autres choix. Applaudir les soignants aux fenêtres le soir à 20 heures est une chose... AGIR sera plus efficace !

En attendant ce moment, informons nos familles, nos amis, nos voisins des dangers qui pèsent sur notre système de santé et de protection sociale.

Michel RENOUF

Humeur

Du passé faisons table rase !

Ou l'histoire d'une épidémie d'amnésie généralisée !

Beaucoup de leaders politiques, certains anciens ministres, d'autres, et non des moindres, sans honte bue, proclament dans les médias leur condamnation des politiques qui ont conduit l'hôpital public dans l'état de survie actuel à l'occasion de la crise sanitaire du coronavirus.

Mais toutes et tous, sans exception, ont exercé successivement des responsabilités au pouvoir ou au parlement, avec leurs formations politiques, pour en réalité mettre en œuvre hier, et maintenant avec la macronie, ces politiques qu'ils ont le toupet

aujourd'hui de stigmatiser !

Comble de l'indécent, certains, parlant en même temps de « l'après », cultivent l'idée que de lourds « efforts » devront être consentis par les françaises et les français – attention, les salariés actifs et retraités et leurs familles, pas les privilégiés et les nantis – pour faire « repartir l'économie ».

En somme, du passé faisons table rase !

Chassez le naturel et il revient au galop.

Capitalisme ou social-libéralisme, quand tu nous tiens.

Claude BOUY

Le retour des jours heureux

c'est le 100% sécu !

Des décennies de régression sociale. Dans cette période de crise sanitaire, les résultats de 30 ans de politique de destruction des services publics et de la protection sociale explosent au grand jour.

Et c'est la population qui en paye aujourd'hui un coût humain exorbitant.

Devant ce mépris de nos vies, il nous apparaît clairement que les mêmes personnes qui nous ont conduit volontairement ou nous sommes, ne peuvent être celles qui vont nous sortir de cette situation. Nous voulons le retour des jours heureux (programme du Conseil National de la Résistance qui a donné naissance à la Sécurité Sociale, aux retraites par répartition, aux comités d'entreprises, etc.). Il nous faut rétablir dans les faits et les esprits, les principes d'une Sécurité Sociale financée par le salaire socialisé qui mettra fin aux exonérations, voire aux suppressions de cotisations sociales. Ces exonérations n'apportant strictement rien sur le plan de la création d'emplois, mais ne sont que la partie la plus visible des cadeaux toujours plus importants offerts à un patronat, toujours plus avide de profit. La France ayant largement les moyens de mener une politique plus ambitieuse de protection sociale financée à 100% par la Sécurité Sociale. Il s'agit là d'un véritable choix de société qui passe par une autre politique de l'emploi et de salaires.

Le 100% Sécu c'est pour :

Le droit à la santé : une prise en



charge totale pour toutes et tous, sans reste à charge sur les médicaments, sur les dispositifs de santé en courte ou longue maladie, maternité, invalidité, accident du travail, en ambulatoire ou en hospitalisation...

Le droit à la famille : les prestations familiales doivent être universelles, non imposables, sans conditions de ressources et dès le premier enfant...

Le droit à l'emploi : une indemnisation de tous les demandeurs d'emplois fixée à 80% du dernier salaire brut et ce jusqu'au retour à l'emploi...

Le droit à la retraite : une pension basée sur la répartition. L'âge de 60 ans doit redevenir l'âge légal de départ et le repère collec-

tif au droit à la retraite à taux plein. Les départs anticipés doivent être confortés pour les salariés en carrière longue, les assurés handicapés et ceux exposés aux conditions de travail pénibles, insalubres ou à risques. Les pensions doivent être indexés sur l'évolution des salaires...

Le droit à compensation de la perte d'autonomie : une prise en charge totale pour toutes et tous quel que soit le type de prestation choisie (domicile, EHPAD...)

« Il ne faut pas compter sur ceux qui ont créé le problème pour le résoudre » (Albert Einstein), alors le jour venu ou nous pourrons sortir librement nous aurons des comptes à exiger !

Emile Gondran